

**TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU**

**CHAMBRE DES ASSIGNATIONS, DE CONCILIATION ET  
DU CONTENTIEUX**

**RÔLE GENERAL  
BJ/TCC/2019/0646**

**PRESIDENT : William KODJOH-KPAKPASSOU**

**JUGES CONSULAIRES : François AKOUTA et Eric ASSOGBA**

**MINISTERE PUBLIC : Mario METONOU**

**GREFFIER : Hervé ADOUKONOU**

**DEBATS : Le 14 août 2019**

Jugement contradictoire, en matière commerciale, et en dernier ressort, prononcé le 30 octobre 2019.

**LES PARTIES EN CAUSE**

**DEMANDERESSE :**

**Mutuelle pour le Développement à la Base**, Système financier décentralisé ayant son siège social sis au lot n° 918-919 au quartier dit Sikècodji CADMES à Cotonou, Rue PSI, 08 BP 0633, Tél : (00229) 21 32 13 22, agissant aux poursuites et diligences de son Directeur en Exercice, monsieur Bignon E. Espérat TOSSA, demeurant et domicilié à qualité au siège de ladite Mutuelle ;

**OBJET : Paiement**

**D'UNE PART**

**DEFENDEUR:**

**Léopold Sèmeton MEDEGNONWA**, Commerçant, de nationalité béninoise, demeurant et domicilié à Cotonou, Tél : (00229) 96 39 56 52 ;

**D'AUTRE PART**

## LE TRIBUNAL

Pour obtenir le paiement des sommes d'un million huit cent trente-sept mille cinq cent (1.837.500) FCFA et deux millions cent un mille huit cent vingt (2.101.820) FCFA dont elles déclarent créancières respectivement de MEDEGNONWA Léopold Sèmeton et OKOU F. Nicole, la Mutuelle pour le Développement à la Base (MDB) les a attirés devant le tribunal de commerce de Cotonou, suivant deux exploits datés du 24 juillet 2019 ;

Les procédures ainsi introduites ont été enregistrés sous les numéros 0646/2019 et 0647/2019, puis jointes en une seule ;

En cours d'instance, les parties sont parvenues à un règlement amiable du présent litige par la

<b>Date de paiement</b>	<b>Montant</b>
<b>30 décembre 2019</b>	<b>500.000</b>
<b>31 mai 2020</b>	<b>500.000</b>
<b>31 octobre 2020</b>	<b>500.000</b>
<b>31 mars 2021</b>	<b>500.000</b>
<b>31 août 2021</b>	<b>500.000</b>
<b>31 janvier 2022</b>	<b>500.000</b>
<b>30 juin 2022</b>	<b>500.000</b>
<b>30 novembre 2022</b>	<b>500.000</b>

signature entre MEDEGNONWA Léopold Sèmeton et la MDB d'un protocole d'accord en date du 09 août 2019 ;

Par cet accord, les parties ont accepté d'arrêter le montant total des sommes dues par Léopold Sèmeton MEDEGNONWA et Niicole F. OKOU à quatre millions (4.000.000) francs FCFA en principal, intérêts et frais que ce dernier s'est engagé à payer selon les modalités ci-après :

Elles sollicitent l'homologation de cet accord ;

### **SUR L'HOMOLOGATION DU PROTOCOLE D'ACCORD**

Attendu qu'il est loisible aux parties à un litige de transiger sur les droits dont elles ont la libre disposition ;

Que l'article 469 du code de procédure civile, commerciale, sociale, administrative et des comptes dispose qu' « en dehors des cas où cet effet résulte du jugement, l'instance s'éteint accessoirement à l'action par l'effet de la transaction, de l'acquiescement, du désistement d'action ou, dans les actions non transmissibles par le décès d'une partie. L'extinction de l'instance est constatée par une décision de dessaisissement. Il appartient au juge de donner force exécutoire à l'acte constatant l'accord des parties, que celui-ci intervienne devant lui ou ait été conclu hors sa présence » ;

Attendu qu'en l'espèce, l'accord de conciliation intervenu entre les parties ne contient aucune disposition contraire à l'ordre public ou aux bonnes mœurs ;

Qu'il y a lieu, en conséquence, de leur en donner acte et de l'homologuer en lui conférant la force exécutoire d'un jugement conformément à l'article 469 susvisé ;

### **PAR CES MOTIFS**

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale, en homologation d'accord de conciliation en dernier ressort ;

Donne acte à MEDEGNONWA Léopold Sèmeton, d'une part, la Mutuelle pour le Développement à la Base (MDB), d'autre part, de l'accord de règlement amiable intervenu entre eux sur le paiement au profit de cette dernière de la somme de quatre millions (4.000.000) francs CFA en principal, intérêts et frais ;

Homologue cet accord dans les termes ci-après :

Dit que cet accord a dorénavant la force exécutoire d'un jugement ;

Condamne MEDEGNONWA Léopold Sèmeton aux dépens.

<b>Date de paiement</b>	<b>Montant</b>
<b>30 décembre 2019</b>	<b>500.000</b>
<b>31 mai 2020</b>	<b>500.000</b>
<b>31 octobre 2020</b>	<b>500.000</b>
<b>31 mars 2021</b>	<b>500.000</b>
<b>31 aout 2021</b>	<b>500.000</b>
<b>31 janvier 2022</b>	<b>500.000</b>
<b>30 juin 2022</b>	<b>500.000</b>
<b>30 novembre 2022</b>	<b>500.000</b>

**Ont signé**

**LE GREFFIER**

**LE PRESIDENT**